

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Algérie

Certes, le succès des islamistes aux élections municipales en Algérie est préoccupant. Certes, on peut craindre, si ce succès se transforme dans les prochains mois en une victoire globale, des répercussions fâcheuses dans nombre de domaines. Mais gardons-nous de plaquer sur la réalité algérienne des schémas préfabriqués, et notamment celui d'une révolution à l'iranienne.

Certains ne s'en sont pourtant pas privés, dès l'annonce des résultats : guerre civile en Algérie, exode massif vers notre pays, donc invasion de celui-ci et troubles à l'intérieur de la communauté musulmane...

Le propre d'un scénario politique est de ne jamais être inéluctable, parce qu'il néglige ou nie les données particulières de chaque pays, les contrecoups des événements, les effets de la volonté politique. L'erreur de ceux qui prévoyaient le triomphe inévitable du communisme devrait nous inciter à la rigueur dans l'analyse et la prudence en matière de prophétie historique. Hélas, le marché de la peur est politiquement rentable.

ETAT et PARTIS

La politique en panne

Bilan

La France en Afrique

(p. 5)

Chabanais

Rouvrir les maisons closes ?

(p. 2)

M 2242 - 540 - 13,00 F



Prostitution

Faut-il les rouvrir ?

La prostitution est un fait social, il est hypocrite de faire comme si elle n'existait pas, ou de se contenter d'une réprobation vertueuse: il y a toujours eu une politique à l'égard de la prostitution, qui a varié en fonction des convictions idéologiques et morales, des préjugés scientifiques, des peurs et des fantasmes collectifs.

A la politique réglementariste qui tendait à l'enfermement des «filles ordonnées au vice» dans des maisons de tolérance soumises à contrôle policier et sanitaire a succédé, après la fermeture des «maisons», une politique de contrôle sanitaire qui s'est prolongée jusqu'en 1960. Depuis cette date, c'est la lutte contre le proxénétisme qui a eu la priorité, sans que les pouvoirs publics se soucient sérieusement de la situation des prostituées. Depuis leur révolte de 1975, qui avait abouti à la rédaction d'un rapport resté dans les tiroirs, c'est la politique de l'autruche qui a prévalu, à droite comme à gauche - jusqu'aux déclarations de Mme Barzach.

En proposant la réouverture des maisons closes pour lutter contre le Sida, Mme Barzach ne fait que reprendre le très classique projet sanitariste dont

Les déclarations de Mme Barzach en faveur de la réouverture des maisons closes ont suscité une vague de protestations. Mais le débat sur la prostitution mérite d'être relancé.



l'expérience montre l'échec : jamais les pouvoirs publics n'ont pu contrôler efficacement la prostitution, ni faire obstacle, par l'enfermement, à la propagation des maladies vénériennes. Quelques maisons légendaires (le Chabanais, le One Two Two) et nombre de romanciers ont répandu l'idée que le temps des bordels était celui d'une prostitution saine, d'un «travail» pas désagréable accompli dans une ambiance quasi-familiale. Idée fautive, comme le montrent les travaux historiques réalisés sur le sujet : en dehors des maisons de tolérance, malgré les contrôles

sanitaires et la répression des clandestines, une prostitution multiforme n'a cessé d'exister, et la syphilis a exercé ses ravages jusqu'à ce qu'on trouve le traitement approprié.

Compte tenu de ces enseignements, la réouverture des «maisons» serait une solution inopérante face au Sida, qui continuera de se propager par le biais de la prostitution clandestine. En même temps que beaucoup d'autres, M. Evin a eu raison de souligner ce point, mais il est mal placé pour reprocher à Mme Barzach de porter atteinte à la dignité des femmes. Depuis deux ans, qu'a

donc fait le ministre de la Santé quant à la dignité des femmes qui sont obligées de se prostituer pour vivre ? Il n'est d'ailleurs pas seul en cause puisque, depuis quinze ans, les pouvoirs publics ne se sont guère souciés de la prostitution.

Plutôt que d'accabler Mme Barzach, qui a eu au moins le mérite de briser le silence, il conviendrait de réfléchir à la condition des prostituées, et ne plus se borner à la répression du proxénétisme et à la distribution de contraventions pour raccolage. Comme au moment de la rédaction du rapport Pinot, qu'il serait intéressant de relire, il faudrait écouter les prostituées et les associations qui s'en préoccupent afin de mettre en œuvre une politique de lutte contre cette forme d'exploitation et d'exclusion sociale.

Le gouvernement ne saurait estimer que le rejet d'une solution est une action suffisante, et que le silence, qui recouvre tant de violences subies, peut une nouvelle fois retomber sur le monde de la prostitution. Puisque le ministre de la Santé a invoqué la dignité des femmes, il lui appartient de s'en préoccuper sans délai.

Maria DA SILVA

royaliste

SOMMAIRE: p. 2 : Faut-il les rouvrir ? - p. 3 : Carpentras, connais pas - La course aux valeurs - p.4 : Agir le moins possible - p. 5 : Une saison au Congo - 6-7 : Entretien avec Daniel Lindenberg - p.8 : Galerie de prétendants - p.9 : Le sujet à l'âge démocratique - P. 10 : Leclerc-Gayraud - Les beaux quartiers - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Sur un éloignement.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Inquiétude

Carpentras connaît pas

Malgré une intense émotion collective, le discours du Front national n'a pas changé et ses voix ont continué de progresser.

Après l'expression d'un immense mouvement de solidarité avec la communauté juive, qui avait suivi la profanation des tombes de Carpentras, il était permis d'espérer un changement du climat dans le pays, une transformation des attitudes de la classe politique et une disqualification spontanée des thèmes à résonnance antisémite.

Tel n'est pas le cas. Après les manifestations, les examens de conscience et les serments, la vie politique a repris comme s'il ne s'était rien passé et le Front national, rendu un moment silencieux par l'ampleur de la protestation, a repris ses thèmes et sa progression. Sans revenir sur l'échec de la table ronde consacrée à l'immigration et sur les concessions scandaleuses et inutiles faites par le Premier ministre (1), trois faits inquiétants méritent d'être soulignés :

- Moins d'un mois après Carpentras, M. Le Pen s'est étendu, dans un discours public, sur le fait que l'acteur Roger Hanin s'appelle Lévy-Hanin. Chacun sait qu'une « information » de ce genre n'est jamais innocente puisqu'elle prétend établir que « les juifs sont partout ».

- Moins d'un mois après Car-

pentras, M. Gaudin a cru bon de dénoncer l'influence pernicieuse de certains journalistes en désignant quatre d'entre eux qui portent des noms à consonnance juive. Par une étrange coïncidence, le Front national exploite depuis plusieurs années le même thème, et a pris pour cible les mêmes personnes en insistant lourdement sur les noms.

- Moins d'un mois après Carpentras, il faut constater que le Front national n'a pas souffert de la réprobation dont il a été l'objet. Au premier tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne-sud, le candidat du Front national a obtenu plus de 27% des voix, et devancé de 10% le candidat soutenu par les formations de la droite classique. Certes, le taux d'abstention a été considérable, mais le résultat du F.N., obtenu dans un climat particulièrement défavorable, donne un commencement de réalité à sa stratégie : être la première force d'opposition face à la gauche.

Nous en sommes là. Et le pire est devant nous.

Annette DELRANCK

(1) cf. éditorial du numéro 519

Parodie

La course aux valeurs

Certains hommes politiques n'ont pas encore compris que les valeurs dont ils se réclament sont faites pour être respectées, et non pas manipulées.



Il y a en ce moment des idées justes qui font leur chemin et notamment celle qui consiste à reconnaître enfin que la politique est symbolique, et non pas simplement une question de rapports de force et de slogans. Ayant compris ce point, certains s'empressent de faire valoir leurs symboles, et tentent de reprendre à l'adversaire ceux qu'il utilise abusivement. Ainsi MM. Seguin et Pasqua, qui réinvestissent dans les valeurs du gaullisme pour tenter de reprendre au Front national les idées et les symboles dont il s'est emparé.

Cette attitude serait digne d'éloges si les références à la mémoire collective et aux traditions de notre pays portaient l'empreinte de la rigueur et de l'authenticité. Or nous en sommes encore très éloignés, si l'on en juge par les cérémonies organisées dans le Var le 10 juin dernier sous l'égide de MM. Pasqua et Seguin.

Il s'agissait, ce jour-là, de célébrer l'anniversaire du débarquement de Provence. Il y eut donc une grand-messe, un dépôt de gerbes, un déjeuner et des discours : autant de cérémonies hautement respectables et qui auraient pu être émouvantes. Elles ne l'ont pas

été, en raison des enjeux politiques qui ont transformé ces manifestations relatives à la mémoire nationale et cette expression de fidélité religieuse en une parodie de rituels lepénistes en eux-mêmes scandaleux.

De même que M. Le Pen a décidé en 1988 que la fête nationale et religieuse de Jeanne d'Arc aurait lieu le 1er mai, MM. Pasqua et Seguin ont jugé bon de célébrer le 10 juin l'anniversaire d'un débarquement qui a eu lieu le 15 août. Et comme le Front national fait précéder ses meetings de messes traditionalistes et de cérémonies aux monuments aux morts, les néogaullistes ne trouvent rien de mieux que de reproduire le procédé, sans prendre garde au caractère scandaleux de ce mélange de la religion et de la politique, du patriotisme et de la bataille partisane. Mais qu'importe : après la messe et l'hommage rendu aux morts, on a tapé joyeusement sur le pouvoir socialiste et sur ses complices du F.N., sans oublier M. Carignon qui est partisan d'un Front républicain contre l'extrême-droite. Là était l'essentiel. L'essentiel, n'est-ce pas ?

Yves LANDEVENNEC

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR-NAR

Agir le moins possible

Un Premier ministre conservateur, une politique économique néo-libérale, des syndicats atones. La nouvelle étape sociale s'annonce mal.

Lors du coup d'Etat du général Jaruzelski, Claude Cheysson, alors ministre des Affaires étrangères avait déclaré brutalement que, bien entendu, nous ne ferions rien. Face aux incitations répétées du président de la République, qui s'inquiète de l'aggravation des inégalités, le souci du Premier ministre est d'en faire le moins possible.

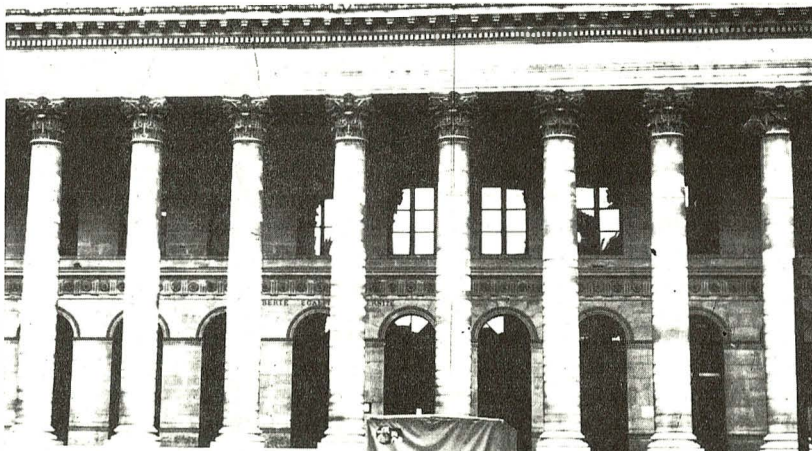
Le moins possible sur le SMIC qui est pourtant devenu, au fil des années, un salaire plafond dans nombre de secteurs au lieu d'être, selon sa définition, un minimum.

Le moins possible en matière de fiscalité, puisque le rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine est d'ores et déjà enterré. Ce rapport timide, de l'avis même de son auteur, prévoyait une augmentation de la taxation des plus-values mobilières. La Bourse ayant manifesté de la mauvaise humeur, le Premier ministre a immédiatement reculé. Qu'aurait dit autrefois la gauche si un gouvernement de droite s'était ainsi empressé auprès des spéculateurs !

SOUMISSION

Le moins possible dans le domaine de la politique économique, tout entière soumise au dogme du maintien des «grands équilibres», à la religion du «franc fort» et au respect du patronat. Il suffit qu'on veuille tempérer l'exploitation brutale de la main d'œuvre ouvrière pour que le CNPF fasse valoir, comme toujours, les contraintes de la concurrence.

Somme toute, le Premier ministre a renoncé sans le dire à avoir une politique, c'est-à-dire un ensemble cohérent de projets et de décisions qui vise à modifier ou à transformer l'ordre des choses. Comme la gauche le répétait sur tous les tons il y a dix ou vingt ans, il y a soumission du pouvoir aux groupes de pression industriels et finan-



■ «La politique de la France ne se fait pas à la corbeille !» (Ch. de Gaulle)

ciers, à la loi du grand capital international. Certes, comme tout pouvoir conservateur, Matignon invoque les contraintes techniques, et la logique européenne. Dans les domaines de la politique industrielle, monétaire, financière, la République fédérale allemande est pourtant en train de faire la preuve que des bouleversements de grande ampleur sont possibles, malgré les difficultés techniques considérables de l'unification. Et nous, nous ne serions pas capables de la moindre inflexion ? L'exemple de notre voisine prouve que le politique commande toujours à l'économique, et que les techniciens sont faits pour mettre en pratique ses injonctions.

la décharge du gouvernement, il faut cependant souligner un point majeur : une volonté politique a du mal à s'exprimer lorsqu'elle ne peut s'appuyer sur une dynamique sociale ou politique. Le projet allemand d'unification économique est possible parce qu'il y a une forte aspiration populaire à l'unité. En France au contraire, il n'y a pas de mouvement social d'ampleur suffisante pour contraindre le patronat et pour stimuler le

gouvernement. Parce que le syndicalisme est d'une faiblesse croissante, parce que les révoltes spontanées demeurent sectorielles, le gouvernement se trouve soumis à la seule pression des milieux industriels et financiers.

Cela signifie que notre société sera celle d'injustices croissantes et que les logiques de ségrégation et d'exclusion sociale ne feront que s'amplifier. A moins de voir réapparaître un mouvement socialiste digne de ce nom, et que des élections portent un jour au pouvoir des socialistes de conviction et de volonté. Pour le moment, l'horizon reste vide.

Sylvie FERNOY

A quoi servent les sommets franco-africains ? L'interrogation n'a jamais été autant d'actualité que pour celui de La Baule des 19-21 juin.

Face à des chefs d'Etat contestés chez eux, pouvons-nous rester neutres, nous «retenant d'agir» jusqu'à ce que les Africains soient sortis de leur présente crise ? Serions-nous devenus les Hammarskjöld (2) de l'Afrique, et nos interventions, dignes de celles des casques bleus dans un Congo (pas encore Zaïre) indépendant le 30 juin 1960, qui résume, ou en lequel se concentrent, tous les maux de l'Afrique ?

Non-ingérence dans les affaires intérieures ? Le principe ne sert trop souvent qu'à cacher son impuissance à imaginer une autre politique que celle du *statu quo* qui, bien entendu, profite au pouvoir en place. Cette fois, il est aussi l'alibi d'une volonté de désengagement.

Le cartiérisme certes ne date pas d'aujourd'hui mais de 1963 ! Il y a toujours eu un courant contestataire de la coopération qu'il a constamment fallu justifier notamment par l'intérêt économique qui, aujourd'hui, est plutôt tangent. La nouveauté est que ce courant recrute désormais parmi les acteurs de la coopération, à tous les échelons, des hauts fonctionnaires à l'enseignant de base.

Que celui qui n'a pas péché jette la première pierre. Trente ans de coopération française en Afrique dite du champ (ex-coloniale ou francophone), trente ans de rapports jusqu'au dernier en date, le rapport Hessel, et pas une ride, pas une tache ? Trente ans d'études, de

Une saison au Congo *

missions, d'expertises, de colloques et séminaires de Paris à Paris via quelques belles capitales africaines et autres hôtels de passage, pour quoi faire de cette Afrique que « l'expert des questions africaines » sous le pseudonyme de Victor Chesnault, dans son réquisitoire (au « Monde » du 28 février) prend soin de préciser : « noire », comme roman noir et par opposition à « blanche » ?

Le développement rural bute sur des querelles d'experts, agronomes français et de la Banque Mondiale, qui constatent leur complet désaccord dans des « palabres sous l'arbre », d'où ne sont absents que les principaux intéressés, les paysans africains. Face aux échecs, on recrute en hâte des sociologues, soupçonnant que ces aspects hier délaissés comme de simples obstacles au progrès, des survivances ancestrales et réactionnaires, sont en réalité la trame séculaire du tissu foncier, cadre obligé de tout développement.

L'enseignement, auquel nous avons imposé toutes nos modes successives, avec retard (ce qui explique qu'aujourd'hui on en soit encore dans plusieurs pays africains aux maths modernes, incapables de supporter les coûts d'une refonte !), n'a visé qu'à produire des doubles fidèles de nos petits enseignants français coopérants, partageant les mêmes ambitions universitaires ; à tel point que le Nobel nigérian de littérature Wole Soyinka s'interroge sur le point de savoir s'il ne vaut pas mieux supprimer le système universitaire dans l'ensemble de l'Afrique.

Décollage de l'Afrique, taux de croissance du produit intérieur brut, développement, nos saint-simoniens ont dans leur inconscient des systèmes de référence, de moralité, de sacré, soubassement de leur civilisation qu'ils ignorent bien souvent



■ Des millions d'Africains risquent demain de nous reprocher notre inaction.

chez eux aussi, mais qu'en tout cas ils nient ou rejettent pour l'Afrique. Bref l'acharnement mis à conceptualiser n'a dégal que le caractère insaisissable de la matière qu'on qualifie de « stratégie de fuite » alors qu'elle est affirmation de soi.

Comme s'il s'agissait de technique ! Le partage de compétences entre le ministère de la Coopération, supposé ne s'occuper que de cela (3), le ministère des Affaires étrangères qui, comme il n'est pas évident, intervient essentiellement en cas de crise concernant les Français à l'étranger (!) et l'Elysée où se traite la Politique avec un grand P. La cellule africaine de l'Elysée (trois membres) est-elle penseur ou pompier ? A-t-elle la possibilité d'imaginer, toujours entre deux avions, trois pays différents par jour et quatre quarts d'heure d'entretiens avec cinq chefs d'Etats différents ? Sans parler du poids des lobbies si redoutables parce que restreints et concentrés, et bien entendu du

ministère des Finances qui s'est taillé quasi-clandestinement une place écrasante et tout à fait exorbitante dans la « coopération ». Réunir tous ces intervenants en un Haut Conseil, trouvaille du rapport Hessel, ne susciterait aucune synthèse.

Une politique africaine ne se définit pas ainsi. Où en serions-nous en Europe si notre politique européenne était bâtie sur le modèle de notre soit-disant politique africaine ? On peut dire ce que l'on veut de la politique européenne mais on y perçoit quand même autre chose que des artifices comptables ou des grands travaux de polytechniciens. On parle d'Europe politique, d'Europe de la Culture, d'Europe chrétienne. Et pourquoi pas l'Afrique ? Pourquoi sommes-nous victimes de la balkanisation de l'Afrique et résolument européen chez nous ?

L'absence ou l'incohérence politique en Afrique risque de nous conduire plus vite qu'on ne le pense à manifester une com-

préhension grandissante à l'égard de ce qu'il y a de plus suranné en Afrique-du-Sud. Au niveau officiel, il ne s'agit que de stratégie diplomatique. Au niveau de la population confrontée aux problèmes d'immigration et à l'évacuation des concessions européennes de quelques Etats riches comme à Port-Gentil, pour peu que les apparences en Afrique-du-Sud soient sauves, plus rien ne s'opposera à la solidarité avec les blancs comme blancs.

L'ironie serait que les Sud-Africains trouvent des solutions à leurs problèmes alors que nous échouerions lamentablement, ce qui n'est pas impossible : que la démocratie s'instaure là-bas et que le bain de sang soit pour notre Afrique « noire », ne laissant sur place que quelques petits blancs intégrés aux Libanais et autres Indiens dans l'épicerie et une poignée d'attachés humanitaires de Kouchner qui prendront la relève des missionnaires.

On ne nous fera jamais croire que nous n'avons d'autres moyens d'intervention dans les affaires africaines que la recolonisation ou les opérations coups de poing. Si nous ne nous impliquons pas aujourd'hui, nos quelques deux cent mille français d'Afrique subsaharienne peut-être, mais des millions d'Africains qui croient en nous sûrement, nous le reprocheront demain.

Yves LA MARCK

* D'après la pièce d'Aimé Césaire.

(2) Le secrétaire-général des N.U. dans la plus longue intervention des casques bleus au Congo ex-belge. Il trouva la mort en 1961 sur place, dans un accident d'avion inexplicable.

(3) La prise de position de M. Pelletier en faveur de la démocratie en Afrique (« Royaliste » n°531) est dénuée de moyens d'application au sein des services de son ministère, autre que la sanction de moduler l'aide technique. Et l'aide politique à une telle transformation ? Rien n'est prévu.

Daniel Lindenberg :

« Nous sommes dans une situation de panne idéologique »

● **Royaliste** : Pourquoi un nouveau livre sur les intellectuels ?

Daniel Lindenberg : La question des intellectuels est une spécialité française : il n'y a pas d'autre pays où l'on pose tous les dix ans la question des intellectuels comme une question tout à fait urgente à résoudre. Or elle ne trouve jamais de solution pour diverses raisons et d'abord, comme le montre Pascal Ory, parce qu'on n'arrive jamais à s'accorder sur une définition. En effet, un intellectuel n'est pas quelqu'un qui a une activité intellectuelle, comme par exemple un ingénieur ; ce n'est pas une question socio-professionnelle mais une question politique, et c'est ainsi qu'elle s'est toujours posée dans l'histoire.

● **Royaliste** : Quand commence-t-on à parler des intellectuels ?

D. Lindenberg : Le mot date de la fin du 19ème siècle, mais la question apparaît un bon siècle avant, à l'époque des Lumières, lorsqu'on commence à faire le procès d'un être étrange, qu'on appelle l'homme de lettres, qui n'est pas exactement l'écrivain : c'est quelqu'un qui s'exprime par la plume et qui s'efforce de détrôner le pouvoir spirituel existant. Au 18ème siècle, l'homme de lettres se bat contre l'Eglise - c'est Voltaire, c'est la République des Lettres. Après la Révolution française, cet homme de lettres sera mis en procès par Bonald, par de Maistre et plus particulièrement par Burke qui dénonce l'intellectuel moderne. Celui-ci est décrit comme un homme sans racines, sans traditions, qui, à partir de déductions abstraites, veut détruire l'œuvre de plusieurs siècles et qui est l'agent de la Révolution. Par la suite, le schéma n'évoluera guère, à ceci près que, pendant tout le 19ème

siècle français, l'homme de lettres va asseoir son pouvoir - c'est le sacre de l'écrivain dont parle Paul Bénichou. A cette époque déjà, il ne s'agit pas d'une classe ou d'une catégorie sociale ; les intellectuels sont ceux qui sont reconnus comme tels, qui sont sacrés comme prêtres de ce nouveau pouvoir spirituel.

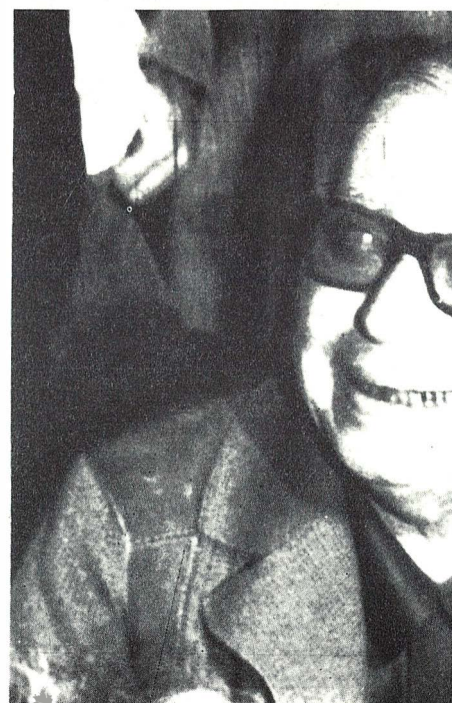
La catégorie de l'intellectuel se cristallise à la fin du 19ème siècle, au moment de l'affaire Dreyfus. Mais il n'y a pas que l'Affaire. Pour que les intellectuels apparaissent pleinement, il faut l'anthropologie matérialiste de l'époque qui prétend distinguer entre les différents types humains à partir de l'hypertrophie ou de l'absence de certaines fonctions. Ainsi Lombroso estime que certaines personnes ont une hypertrophie intellectuelle, une maladie de l'intellect qui fait que le génie côtoie la folie. Intellectuel est alors une injure, et c'est en ce sens péjoratif que le mot est repris par Barrès : il dénonce les professeurs, les écrivains qui prennent parti pour Dreyfus, au nom de l'enracinement contre les déracinés. Les dreyfusards reprendront ce terme infamant comme un drapeau. Mais ce qui est intéressant, c'est que nous observons à ce moment la forme terminale de cette sacralisation de l'homme de lettres : ce n'est plus seulement l'écrivain, ni l'artiste, mais le savant.

Dans le combat entre l'Eglise et l'Etat, qui est une des clés de l'histoire française, vous savez que la République constitue l'Université autour de l'Ecole normale supérieure. Le bibliothécaire de cette école, Lucien Herr, qui est socialiste-révolutionnaire, va jouer un rôle aujourd'hui méconnu mais très important. C'est sous son influence que l'intelligentsia française va vouloir aller au peuple (les Universités popu-

lares), et c'est à cette époque qu'on voit apparaître la figure de l'intellectuel de gauche qui va dominer la scène française jusqu'en 1970 environ.

Nous avons au 19ème et au 20ème siècle les deux tentations du pouvoir spirituel à la française : soit il se constitue en une sorte de contre-église, avec la tentation de l'ésotérisme et il demande un statut privilégié au nom de l'intelligence : c'est la version qui va subsister à droite avec Maurras et son idée du « parti de l'intelligence ». L'autre position résulte de la mission que s'assigne cette contre-église : conduire le peuple au progrès, au bonheur à travers le parti politique de gauche - notamment le parti communiste. La longue histoire des intellectuels et du P.C. est déjà contenue dans l'attitude de Lucien Herr. Bien sûr, la figure emblématique de la position populiste sera Sartre, avec sa recherche jamais aboutie d'une auto-dissolution de l'intellectuel dans le peuple. Nous ne sommes

Auteur de plusieurs livres sur l'histoire des idées contemporaines, Daniel Lindenberg a participé à la rédaction d'un ouvrage collectif (Dernières questions aux intellectuels, aux éditions Orban) qui reprend le problème toujours actuel de la nature, de la responsabilité et de la spécificité d'une intelligentsia française dont on annonce régulièrement le décès malgré son évidente vitalité.



■ « Sartre a voulu incarner toutes les posi- »

plus là dans l'univers de la pensée rationnelle : les intellectuels français sont assez proches d'une certaine forme de gnose, c'est-à-dire que le combat du bien et du mal doit se décider à travers eux et à travers un petit nombre d'élus, qui savent comment éviter la catastrophe. De temps à autre, il y a un homme comme Sartre, comme Camus, comme Finkielkraut qui se lève, dans une attitude prophétique, pour dire un certain nombre de vérités. C'est là une position très ambitieuse, qui n'est pas exempte de défauts.

● **Royaliste : Quels sont ces défauts ?**

D. Lindenberg : Il me semble qu'il y a chez les intellectuels une extraordinaire amnésie : c'est la catégorie de la société qui connaît le moins bien son histoire. Pour un intellectuel, tout recommence toujours à zéro, et c'est ainsi depuis Descartes. La question de la culture, de la révolution, de la démo-

cratie, c'est toujours comme si elle était posée à partir de lui. Il y a là quelque chose d'assez névrotique, qui tient sans doute au fait que l'intellectuel est l'homme qui s'est élevé contre la tradition comme le montre Blandine Barret-Kriegel : le refus de l'histoire a laissé le clerc français sans fil conducteur, sans mémoire. Il y a donc une amnésie constitutive, et une déprofessionnalisation, c'est-à-dire un déficit d'enracinement dans un travail intellectuel donné. Sartre est très significatif : il a voulu être un politique, un philosophe, un artiste, donc incarner toutes les positions possibles de l'intellectuel, ce qui a fait qu'il n'a été le premier nulle part. Le génie de Sartre est dans le fait, presque pathétique, de vouloir occuper tous les champs possibles de la fonction intellectuelle, le tout ficelé par l'attitude prophéto-politique. D'où la dernière critique que l'on peut adresser aux intellectuels français, qui est la surpolitisation. Les intellectuels français, dès le 18^{ème} siècle, ont suspendu la question de la vérité à la question de la prise de parti, ce qui n'est pas toujours la même chose : devant un événement, l'intellectuel français est souvent un homme qui se demande à qui ça sert, plutôt que de chercher à savoir ce qui s'est passé, et de s'interroger sur la valeur intrinsèque de tel acte. C'est encore vrai aujourd'hui : ce qui reste quand on n'est plus communiste, c'est cette surpolitisation qui fait passer au second plan la vérité et la justice.

La spécificité de l'intellectuel français vient du fait que nous ne savons pas quoi mettre à la place de l'Eglise. Les religions civiles qui ont été proposées (notamment par la 3^{ème} République) ont échoué, et les intellectuels viennent suppléer à cette carence.

● **Royaliste : Qu'en est-il à l'étranger ?**

D. Lindenberg : On parle des intellectuels allemands, italiens, japonais, mais il n'y a aucun parallèle possible entre la situation française et les pays étrangers. Par exemple, aux Etats-Unis, on trouve des gens qui occupent des positions culturelles très importantes, mais on ne demande pas à Harvard comment on va voter. De même, l'intellectuel pétitionnaire - forme suprême de l'activité intellectuelle dans notre pays, expression de son pouvoir spirituel - est très rare à l'étranger. Pourquoi ? Parce qu'on ne va pas demander à des gens qui n'y connaissent rien de traiter une question. Aux Etats-Unis, on respecte - peut-être trop - le spécialiste dans un pays marqué par le mépris de la pensée. En outre, les Etats-Unis ont une religion civile qui les rend étrangers à nos problèmes et à nos luttes. Au Japon, les intellectuels sont introuvables comme le montre le japonais qui a essayé d'écrire un livre sur cette question. En Allemagne, les seuls intellectuels qui ont constitué quelque chose comme une intelligentsia sous la République de Weimar, c'était les intellectuels juifs, isolés, critiqués comme étrangers à l'esprit allemand. En Allemagne, comme dit Heidegger, il y a un service du savoir, un service des armes, un service spirituel, qui constituent trois façons de servir l'Etat. La problématique du contre-pouvoir, de la contre-église, essentielle en France, est incompréhensible en Allemagne. Les intellectuels s'engagent (Gunther Grass) mais comme citoyens, alors que l'intellectuel français ne se regarde pas comme un simple citoyen.

● **Royaliste : Peut-on parler de la mort des intellectuels ?**

D. Lindenberg : Le thème revient souvent. On nous explique que, en raison du progrès technique, de la télévision, la position de l'intellectuel est désormais archaïque et qu'il va disparaître. Je n'y crois pas. Les changements techniques et politiques qui se sont produits depuis le 19^{ème} siècle n'ont en rien modifié la position étrange de cette caste qui vit au cœur de la société française et qui suscite un intérêt majeur parce que chacun sent qu'il s'agit là d'un pouvoir dont il est tentant de

démasquer les représentants. Quand on dit qu'il n'y a plus d'intellectuel, on dit en fait qu'il n'y a plus d'intellectuel comme Sartre. Mais il y a toujours des gens qui vont répondre aux questions dernières, aux questions qu'on posait autrefois au clergé. Il est significatif que les intellectuels français se soient investis dans le marxisme et dans la psychanalyse. Le psychanalyste répond aux questions globales que se pose la société sur un mode ésotérique tout en assumant le rôle du prêtre traditionnel (confession, etc.) Aujourd'hui on voit les psychanalystes essayer de dire une vérité dans le domaine politique, là où les spécialistes ont échoué. C'est là une position cléricale typique, qui n'est en rien bouleversée par le fait que l'intellectuel s'exprime plus par le biais de la télévision que dans telle ou telle revue.

● **Royaliste : Y a-t-il mort des idéologies, ou possibilité d'en voir apparaître de nouvelles ?**

D. Lindenberg : La mort des idéologies est une problématique anglo-saxonne. Je pense pour ma part qu'il n'y a pas de société sans contradiction, et que l'utopie d'une société sans contradiction est meurtrière. L'idéologie étant l'élément spirituel de la contradiction, la lutte des idées me paraît interminable. Il n'y a donc pas plus de mort des idéologies que de fin de l'histoire, selon la thèse exprimée récemment par Fukuyama qui voit le triomphe du capitalisme sur toute la planète. C'est là la forme américaine de l'utopie : les Américains, qui vivent dans un pays sans histoire, seraient bien contents d'évacuer celle-ci. Ils seraient heureux dans un monde saint-simonien, sans histoire et sans politique. Mais ce monde n'a aucune chance d'advenir.

Ce qui est vrai, c'est que nous sommes dans une situation de panne idéologique, les intellectuels étant dans le scepticisme, voire dans le nihilisme. Mais cette situation ne durera pas. Et il n'y aura pas non plus de retour pur et simple à des idéologies anciennes, sous forme de tel ou tel intégrisme. Une société ne peut vivre sans idéologie, et nous verrons en apparaître de nouvelles, mais pas nécessairement en France.

Propos recueillis
aux Mercredis de la N.A.R.

Cité

N° 23 35 F Revue de La Nouvelle Université

Hommage à
MAURICE CLAVEL

Vient de paraître ! Numéro spécial d'hommage à Maurice Clavel

Avec les contributions de :

- Marie Balmay
- Hélène Bleskine
- Roland Castro
- Jean Daniel
- Jean-Toussaint Desanti
- Jean-Paul Dollé
- André Frossard
- François Gachoud
- Luc de Goustine
- Alain Jaubert
- Jean-Pierre Le Dantec
- Edgar Morin
- Philippe Nemo
- Rémy Talbot

**Le numéro 35 F
mais il est encore
mieux de s'abonner**

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 23
de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un
an (4 numéros) et verse
125 F.

Règlements à l'ordre de
"Cité"
CCP Paris 23 982 63 N

Galerie de prétendants

Regrettant qu'un trop grand nombre de « prétendants » au trône de France hypothèque un éventuel retour de notre pays à la Monarchie, Raoul de Warren s'acharne paradoxalement à en dénombrer le plus possible. Mais son but n'est-il pas d'étourdir le gogo pour mieux asséner sa thèse ?

Réactualisant son ouvrage, dont la dernière édition datait de 1955, R. de Warren ne fait pas preuve de plus de rigueur ni d'objectivité. Commençons par dire que même dans la pure fantaisie, dans le prétendant « kitch » R. de Warren laisse le lecteur sur sa faim. Il y aurait eu tant à dire sur certains personnages hauts en couleurs. Ce livre-là reste à faire. Venons-en à la polémique centrale.

Car, contrairement à ce que peut laisser penser la présentation de l'ouvrage, l'auteur a sa thèse : à propos des lois fondamentales de succession il reprend l'esprit d'une médiocre brochure publiée il y a quelques années par un ou deux universitaires partisans des Bourbons d'Espagne étrangers à la France et à la Famille de France depuis près de trois siècles. Ainsi cherchera-t-on vainement toute référence à l'exigence du maintien de la qualité de français du prince ayant vocation à régner.

L'ordre de classement adopté est pour l'essentiel le suivant : les prétendants relevant par ordre d'ainesse de la Maison royale capétienne, les prétendants dont l'appartenance à celle-ci est contestée, les prétendants se disant descendants de Louis XVII ou des Mérovingiens... Un tel classement est pour le moins discutable car l'ainesse généalogique y est dissociée de la qualité de dynaste sur laquelle l'attention du lecteur n'est pas attirée. Les droits du comte de Paris seront donc arbitrairement analysés après les prétentions non juri-

diques mais de pur fait de certains Bourbons Parme par exemple.

L'auteur s'efforce de résumer la controverse opposant les Bourbons Orléans aux partisans des Bourbons d'Espagne en présentant successivement les arguments et les réponses des deux parties. D'une façon générale, l'argumentation en faveur des Bourbons Orléans est mal exposée. L'amalgame de plusieurs arguments permet



■ Balthazar de Bourbon et son fils Fitzgerald : un "prétendant" indou ! En matière d'exotisme, les Bourbons d'Espagne sont battus...

assurément une réfutation plus aisée. Et citer un livre permet de mieux en ignorer l'argumentation. Au reste l'auteur préfère s'étendre sur les interprétations contradictoires du sentiment d'un comte de Chambord, et passer pour le moins rapidement sur la réalité de la déchéance dynastique en France des descendants de l'ancien duc d'Anjou devenu Philippe V, roi d'Espagne, et sur le vice de pérégrinité les ayant frappés.

Pourtant, le lecteur retiendra sans doute que le principe de nationalité, nié avec beaucoup de contradiction par les Blancs d'Espagne, au prétexte qu'il n'a été codifié qu'à compter de la Révolution, est un point central de la controverse.

Des affirmations fantaisistes, comme celle de dire que le titre de premier Prince du sang, effectivement toujours dévolu aux Orléans, n'était qu'un titre de courtoisie, restent sans réponse. Alors même que ce titre était celui qui désignait le premier successeur après les enfants de France.

Bien qu'il soit de lecture facile, il se dégage du livre de Raoul de Warren deux impressions. Un agacement lié aux manquements à l'objectivité affichée par un auteur qui dans son orientation bibliographique évoque Henri d'Orléans « dit le comte de Paris ». La constatation de ce que décidément les républicains ne se trouvent pas nécessairement là où l'on penserait les trouver. L'éternel parti de l'étranger et les césaristes fleurdelisés, choisissant le Roi, n'auront de cesse de susciter la confusion surtout dans les moments difficiles vécus ou créés par les princes légitimes.

Hugues TROUSSET

R. de Warren et A. de Lestrangé : *Les prétendants au trône de France* - Collection « Mémoires » - Edition de l'Herne - Prix franco 142 F

Le sujet à l'âge démocratique

■ Gérard Leclerc



Incontestablement, Luc Ferry compte au nombre des interlocuteurs privilégiés du débat intellectuel d'aujourd'hui. Sa réflexion s'inscrit au vif de nos soucis, en référence constante à un sujet qui n'abdique pas ses obligations à l'égard de l'autre et demeure au centre de la problématique démocratique. Son dernier ouvrage *«Homo Aestheticus»*, trace un parcours très parlant qui permet de mieux comprendre les chemins par lesquels l'individu moderne est parvenu à la conscience de soi. En effet, c'est dans ce parcours esthétique que se reconnaissent *«de façon positive, non seulement les diverses conceptions de la subjectivité constitutive des temps modernes, mais aussi leur tension la plus aiguë dans la question, refoulée mais toujours sous-jacente, du rapport de l'individuel au collectif»*.

Il n'est pas possible de condenser ici un résumé de la brillante performance philosophique qui reconnaît dans l'invention du «goût démocratique» plusieurs moments, le XVIII^e siècle et son oscillation entre le cœur et la raison, la critique du jugement de Kant, Hegel et le dépassement de l'art dans le religieux, Nietzsche et l'esthétisation de la culture, enfin la mort des avant-gardes et l'avènement de la post-modernité : *«Restituer dans sa diversité l'histoire de ces moments de la pensée moderne constitue encore aujourd'hui, l'une des tâches principales d'une philosophie qui viserait à cerner le statut du sujet après la mort de l'homme, après les multiples déstructurations de la subjectivité métaphysique»*. Le moment nietzschéen est évidemment l'un des plus significatifs par sa radicalité négatrice mais aussi par sa puissance d'affirmation.

Il est intéressant d'apprécier toute la subtilité de Nietzsche - admirablement détectée par Luc Ferry qui retrouve la cohérence des textes d'un livre à l'autre - qui ne développe pas seulement l'antihégélianisme que Deleuze a justement reconnu comme le fil d'agressivité qui traverse son oeuvre. Le prophète du nihilisme et le philosophe de la déconstruction assument autant qu'ils ne détruisent. L'historicisme hégélien, Nietzsche en reconnaît toute la pertinence même s'il s'écarte de son côté systématique et réconciliateur : *«Ce qui nous sépare de Kant comme de Platon et de Leibniz, c'est que nous ne croyons qu'au devenir... Nous sommes de part en part historiens»*. C'est ainsi que le coup fatal est porté contre l'idéalisme platonicien. Léo Strauss avait déjà montré que cet historicisme était repris dans la volonté de puissance. Celle-ci consacre le triomphe d'un individualisme «postmoderne» dans la mesure où le concept d'individu est profondément retravaillé. Ici encore, l'auteur de la Naissance de la tragédie apparaît paradoxal, négateur tout autant que positif. Ennemi de l'individualisme «démocratique», parce qu'il met l'individu au régime du troupeau, mais laudateur du différentialisme individualiste lorsque les individus s'incarnent dans les grandes personnalités, celles de la Grèce présocratique par exemple.

En ce sens, et par son classicisme de la différence, Nietzsche ouvre la voie aux avant-gardes *«qui de Cézanne à Malevitch, de Mallarmé à René Char vont fasciner la philosophie contemporaine»*. Il y a deux versants du côté avant-gardiste que l'on comprend grâce à cette élaboration préalable : l'hyperrelativisme qui est le perspectivisme de Nietzsche - il n'y a pas de faits, seulement des interprétations - et l'hypperréalisme d'un «art

devant viser une vérité «brisée», plus profonde, plus secrète, plus réelle au fond que celle à laquelle parviennent la métaphysique et la science d'inspiration platonicienne». D'où la fascination pour les géométries non-euclidiennes et la recherche de nouveaux espaces plus vrais, c'est-à-dire : différents, multiples, brisés.

On conçoit comment l'avant-garde se trouve menacée de deux dangers, l'ultra individualisme dont la logique s'épuise dans la répétition vide du geste de rupture et l'hyperclassicisme qui risque de sombrer dans un nouvel académisme en dépit de ses prétentions révolutionnaires. De là le déclin des avant-gardes et l'avènement d'une post-modernité qui évolue entre le retour à la tradition et le dépassement du modernisme. Le jugement très négatif qu'un Castoriadis projette sur la culture moderne invite à reposer profondément la question de son rapport aux valeurs. Y a-t-il un malaise dans la culture, une déperdition du pouvoir créateur des individus au sein de l'univers libéral ? Le danger d'une condamnation de la modernité est trop évident pour ne pas être évité. *«L'effondrement de la culture libérale n'est pas le dernier mot d'une histoire qui n'aurait plus d'autres choix que de renouer avec une origine perdue dans le monde de la Tradition. Il annonce au contraire le possible renouveau d'une authentique culture démocratique»*. Reste que cela est du domaine des vœux et que la crise est bien réelle. L'absence de référence à un monde commun et qu'assureraient hier les cosmologies et les religions en constituent la première explication.

Pourtant, il est certain que dépasser la crise par un pur retour à la tradition relève d'une illusion qui peut être périlleuse. On ne fera pas l'économie du sujet libre, et s'il faut poser les termes d'une cohésion sociale il faudra passer par l'interindividualité ou l'intersubjectivité. Mais ce passage n'est pas gratuit, il exige un choix éthique que Luc Ferry assume résolument à travers la médiation de la morale kantienne. *«L'idée d'autonomie suppose sans doute que la loi est ma loi, mais pour autant, elle n'annule pas la distance qui sépare l'autos et le nomos, le soi et la norme. L'éthique ne se confond pas avec une psychologie, pas davantage avec cette sociologie des mœurs qui conduira nombre de nos contemporains à considérer toute norme comme un produit historique relatif à l'état d'une société déterminée»*.

On pourrait opposer les exigences du sujet à l'indépendance de l'individu délié de la raison et de la morale. Mais Luc Ferry est analyste trop fin des réalités psychologiques et sociales pour durcir à l'excès l'opposition. *«Entre l'animalité du cycle de la vie et l'action vertueuse par laquelle nous prétendons à l'autonomie, il existe toute une sphère d'activités intermédiaires dont l'esthétique fournit le modèle, et qui permettent à l'individualité des formes d'expression d'une grande fécondité»*. On peut avoir des désaccords plus ou moins graves avec Luc Ferry : penser par exemple que le théologique ouvre d'autres voies que celles qu'il déclare fermées, et penser autrement le rapport de la liberté à Dieu ; On peut également faire des objections à une subjectivité qui perd ses moyens d'insertion dans une nature à laquelle elle est pourtant liée. Toutes les objections possibles ne détruisent en rien l'exigence forte qui est la sienne, qu'elle soit philosophique ou éthique.

Gérard Leclerc

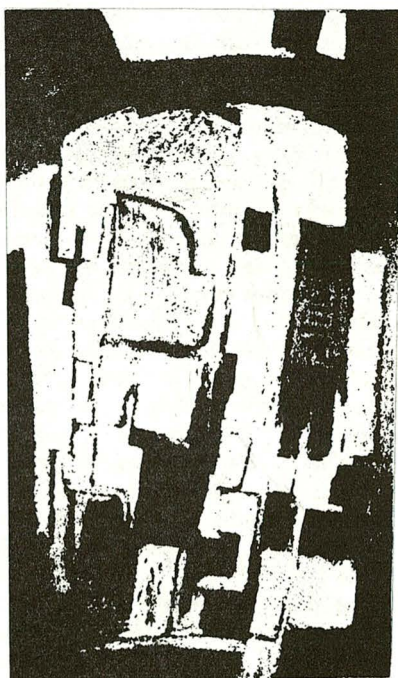
Luc Ferry : *Homo Aestheticus. L'invention du goût à l'âge démocratique*, Le collège de philosophie-Grasset, prix franco : 157 F.

Leclerc-Gayraud

Après une carrière d'écrivain politique sévère et amer, notre ami Leclerc-Gayraud revient à sa première passion : la peinture.

C'est pour notre plus grand bonheur. Ah ! quelle surprise ! Quel choc ! Voilà une œuvre ! Certes Guy n'innove pas, n'ajoute pas un chapitre nouveau à l'histoire de la peinture ; mais quel talent dans l'aveu d'une heureuse filiation ! Quelle joie de peindre sous le patronage d'Estève ! Si jamais le style fut homme, c'est bien ici l'occasion de l'affirmer : peinture heureuse, peinture généreuse, peinture triomphante où se croisent et s'équilibrent un regard d'homme, une lumière et une terre ouverte. Non figurative, cette œuvre est à l'opposé d'une abstraction. Non intellectuelle, hors des cénacles agaçants et des modes, elle dit simplement le bonheur d'exister sur une terre que la main et l'esprit ensemble possèdent : la main, car elle met à plat les couleurs généreuses, glissantes et sensuelles, car elle caresse et investit le sol avec gourmandise ; l'esprit, car ce lieu de peinture est construit dans la plus pure tradition du classicisme méditerranéen. Lignes, formes et couleurs se répondent dans le plus heureux équilibre qui soit.

Le trait, simple et net, s'arrondit parfois et parfois saisi de fantaisie se détourne du chemin droit. Cloisonnées ou juxtaposées les couleurs, toujours vives, s'harmonisent, s'éclairent, se prêtent assistance pour un triomphe commun sans excès, sans pathos expressionniste. Voilà une peinture qui chante juste : une partita colorée et vivement interprétée. Chaque tableau s'inscrit dans l'unité du ton qui lui est propre et s'il advient à l'acrylique de



virer aux couleurs froides, par quel miracle oublie-t-on qu'elles sont froides ? Ce vert, ce bleu, - un rose, un jaune, un orangé les éclairent et c'est le même sourire d'un ciel ou d'un champ sous le regard d'un enfant qui eût traversé les domaines du salut par la peinture.

Guy Leclerc-Gayraud peignant comme Adam avant la chute, que voulez-vous : son monde, nous l'aimons. C'est là une terre gorgée de lumière qui serait terre sensible, matière aérienne donnant au travail ses fruits immédiats, quadrillée, facile au désir, jamais trop humaine, instant de grâce durable, infiniment prolongée.

Alain FLAMAND

Le peintre expose en permanence à la Galerie de Sèvres, 59, rue N-D des Champs, 75006 Paris.

Les beaux quartiers

A la découverte d'un monde qui fait preuve d'ostracisme... ou quand « gotha » et ghetto sont presque synonymes.

Un voyage ethnologique dans un monde à part, telle est la réalité de l'enquête réalisée par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, chargés de recherche au CNRS. Il s'agit de découvrir ces classes sociales privilégiées qui vivent entre elles, tout en ignorant les autres groupes sociaux. C'est principalement dans Neuilly et les quartiers de l'Ouest (la fameuse ligne NAP : Neuilly-Auteuil-Passy) que les auteurs ont mené leurs recherches. L'enquête a duré deux ans. Plus de soixante-dix entretiens leur ont été accordés par des familles, occupant, depuis des générations, des positions sociales dominantes.

La tendance de cette élite est de former un espace social clos et presque inaccessible à ceux qui en ignorent les usages. Si une certaine « démocratisation » oblige à côtoyer d'autres groupes sociaux (Les appartements exceptionnels, situés dans des espaces résidentiels restreints, ne sont plus l'apanage exclusif des descendants des lignées aristocratiques et de grande bourgeoisie), des

barrières infranchissables, telle que la possession d'un château en province, permettent encore de se garantir des contacts avec les milieux jugés indésirables.

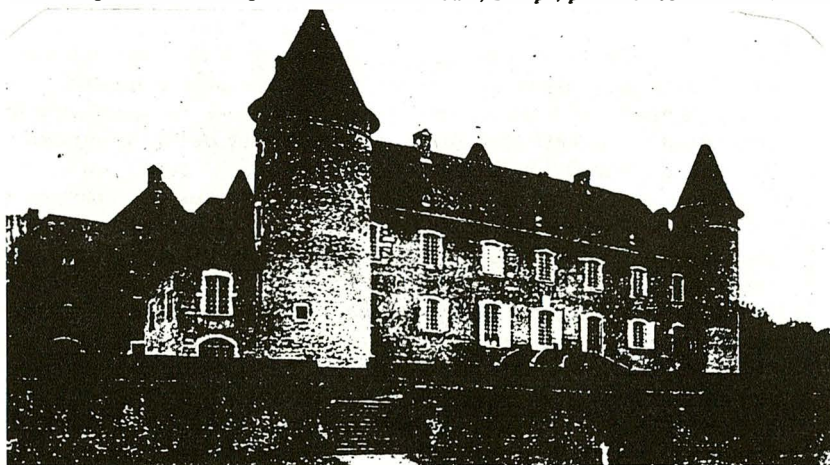
Le « rallye » (sortie ou soirée entre jeunes gens de bonnes familles) est un système de « mise en ordre du hasard des relations amoureuses » qui préserve des mésalliances. Certains îlots de ce monde sont interdits aux étrangers à l'aristocratie (on pense au Jockey, cercle fermé par excellence) ou à ceux qui ne connaissent pas les règles du « savoir-vivre ». Et pourtant, ces lieux de loisirs sont, depuis peu, confrontés à un problème d'identité en raison d'un « laxisme » croissant.

Cette enquête nous montre pourquoi l'ajustement presque parfait entre la condition sociale et le lieu d'habitation et le souci d'homogénéité du groupe sont les conditions de sa survie.

Pour quels enjeux ? C'est une question qui touche là chacun d'entre nous.

Frédéric PIERRE

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Dans les beaux quartiers*, Seuil, 255 p., prix franco : 111 F.



■ La possession d'un château permet de conserver un espace social clos.

Session "Jeune et Royaliste"



Comme chaque année, une session jeune aura lieu, aussitôt après la fin des examens, **les samedi 7 et dimanche 8 Juillet**. Organisée à l'initiative de "Jeune et Royaliste", cette session est plus spécialement destinée aux moins de 26 ans.

Cette année, outre l'ampleur toute particulière de la session qui regroupera les correspondants "JetR" de toute la France, les ateliers seront doublés par rapport à l'année passée et les participants interviendront sur plusieurs thèmes : la connaissance de la NAR (institutions, évolution, projet politique), la formation politique (les idéologies, les partis politiques, les autres monarchistes, les acteurs du débat intellectuel), la monarchie au quotidien (le pouvoir humanisé et la légitimité dynastique). Ces forums seront animés par Luc de Goustine, Philippe Cailleux, Stéphane Bern et Bertrand Renouvin sous

l'égide de "Jeune et Royaliste".

Une veillée autour d'une personnalité sera organisée le samedi soir.

Cette session est ouverte à tous les moins de 26 ans, curieux, sympathisants, militants ou adhérents de Paris ou de province. Le transport depuis Paris et l'hébergement éventuel le vendredi soir des provinciaux seront assurés par les militants parisiens. La session se tiendra dans le cadre sympathique d'une base de loisirs à moins de 100 kms de Paris, le logement et la restauration étant assurés sur place par nos soins. La joie et la bonne humeur n'auront d'égaux que l'ambiance décontractée d'un week end à la campagne.

Pour tout renseignement, téléphonez au plus vite au 16(1)42.97.42.57 ou au minitel 3615 AGIR*NAR pour recevoir par retour du courrier une documentation précise.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS à retourner à "Jeune et Royaliste" 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nom/ Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

☐ désire recevoir des renseignements détaillés sur la session des 7 et 8 juillet.

☐ désire recevoir des informations sur les activités de "JetR".

☐ s'abonne à la "Lettre d'information" de "Jet R" et verse pour cela la somme de 15 F.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 27 Juin** (Dernière réunion du trimestre) - La question des exclus est à l'ordre du jour, signe non seulement de crise économique mais d'un malaise plus général dont on cherche à guérir. L'histoire du regard sur les pauvres révèle les enjeux de la société et ses inquiétudes majeures à une époque donnée. Il y a donc un **«Bon usage des pauvres»**, selon le titre du livre que **Philippe SASSIER**, docteur d'Etat en sciences politiques, viendra nous présenter.

SESSION D'INFORMATION

Comme tous les ans, nous organisons une session d'information en Bretagne les **samedi 8 et dimanche 9 septembre**. Spécialement destinée à nos nouveaux lecteurs ou sympathisants, elle leur permettra de **mieux faire connaissance avec notre mouvement** dans une ambiance amicale et sympathique. Une documentation détaillée sur la session sera envoyée sur simple demande de votre part.

SOUSCRIPTION POUR LE PHOTOCOPIEUR

Un grand merci à tous ceux qui ont répondu "présents" à notre appel et nous ont ainsi permis de rassembler les 20.000 F nécessaires au remplacement de notre photocopieur.

Ainsi que nous l'espérions nous avons donc pu acheter un appareil beaucoup plus perfectionné que le précédent et qui, pour certains travaux, va soulager notre service "imprimerie offset" surchargé.

Une nouvelle fois, nos lecteurs nous ont donné la preuve qu'on ne fait jamais appel en vain à leur générosité, qu'ils en soient remerciés.

Yvan AUMONT

SOUSCRIPTEURS (4ème liste)

Roger Akriche : 100 F - Denis Artot : 100 F - Mme Auboyneau : 50 F - Dr Jean Barraud : 100 F - Jacques Beaume : 3000 F - Sylvain Bianchi : 100 F - Claude Blanchard : 100 F - Adhérent depuis 1971 : 200 F - Xavier-G. Bown : 500 F - Madeleine Canessa : 80 F - Jean-Pierre Choutier : 103 F - M.-P. C. (Charrente) : 80 F - F.D. (Ardennes) : 50 F - Robin Hood et Frère Bob (Lille) : 100 F - Pierre Jacquet : 179 F - Guillaume Kopp : 100 F - Anonyme Sarcelles : 300 F - Angèle Mascle : 30 F - Jean-François Mauriel : 250 F - Anonyme Le Havre : 250 F - Jacques de Poulpiquet : 100 F - Robert Terrier 20 F - Alix Vaugrente : 30 F.

Total de cette liste : 5922 F

Total précédent : 14.089 F

Total général : 20.011 F

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

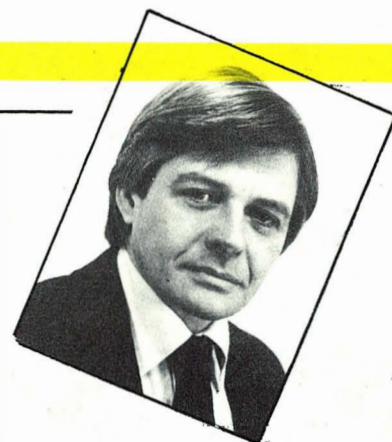
Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Sur un éloignement



Régis Debray s'éloigne de François Mitterrand, et donne publiquement ses raisons (1). Cette attitude pose une question morale qu'il serait, en ce qui nous concerne, présomptueux de trancher. De notre point de vue, Régis Debray est un homme qui a servi l'Etat et qui, retourné à son métier d'écrivain, exerce son droit de remontrance. Ainsi portée devant l'opinion, la querelle n'est pas médiocre. Point d'anecdotes douteuses ni de ragots de basse-cour, mais une réflexion sur la France, sur de Gaulle et sur la République à partir de laquelle le président et la gauche sont durement critiqués.

Proches de Régis Debray lorsqu'il évoque la nation, malgré sa crispation jacobine et son refus de voir la force et l'actualité de la tradition capétienne, sensibles comme lui à la force du projet gaullien, même si nos raisons ne sont pas toutes identiques, attachés autant que lui aux valeurs de la République dès lors qu'elle est définie comme bien commun et non dans le combat fratricide (2), pouvons-nous le suivre dans le procès qu'il intente à ceux qu'il a aimé et servi ? Il faut, pour répondre, examiner la méthode, l'angle d'attaque et l'attitude qui résulte de sa prise de distance.

CRITIQUE

Quant à la méthode, qui consiste à comparer la pensée et l'œuvre du général de Gaulle à ce qui se fait aujourd'hui, comment ne pas songer à Voltaire célébrant le siècle de Louis XIV pour mieux accabler son successeur ? Pour juger la politique de François Mitterrand, par rapport au projet gaullien, il nous manque le recul et il faudrait, comme le reconnaît Régis Debray, que nous sachions le mot de la fin. En outre, notre histoire millénaire montre que chaque homme d'Etat a son propre style, et sa manière singulière de s'inscrire dans l'histoire. Une imitation du général de Gaulle serait aussi clownesque que la manière dont M. Giscard d'Estaing se prenait pour le roi. Et s'il faut à tout prix comparer, n'oublions pas que Charles de Gaulle eut son Pompidou comme François Mitterrand a son Rocard avec, pour le

premier, les conséquences que l'on sait.

L'angle d'attaque n'est pas non plus satisfaisant puisque la critique de l'homme au pouvoir ne peut valoir sans une analyse rigoureuse de la fonction qu'il occupe. Or s'il y a bien chez Régis Debray une idée de l'Etat, le pouvoir présidentiel sous la 5ème République n'est pas examiné dans ses ambiguïtés et ses contradictions, dans la tension permanente entre l'arbitre et l'acteur qui provoque nos impatiences et nos déceptions. Il est vrai que la tradition vétéro-républicaine n'incite guère à la réflexion institutionnelle; l'équilibre du jugement sur l'homme d'Etat s'en trouve compromis, et la relation qu'on entretient avec celui-ci risque de s'en trouver perturbée. Tel est, semble-t-il, le cas.

Aussi l'attitude politique de Régis Debray ne me paraît-elle pas fondée. Même intérieure, l'émigration est toujours la pire des solutions. Au poids de la solitude du chef d'Etat, elle ajoute les dangers de l'isolement. Or François Mitterrand est aujourd'hui un homme qu'on cherche à isoler pour « mieux » préparer sa succession et parce qu'il continue de déranger le petit jeu conservateur. Voyez avec quel art on atténue les messages présidentiels, et cette adhésion de pure forme à son projet ! Est-ce la faute de l'Elysée s'il n'y a pas de rassemblement, ou celle d'un parti socialiste hier hégémonique et aujourd'hui éclaté ? Est-ce la faute du président de la République s'il n'y a plus de mouvement social sur lequel il pourrait s'appuyer ? Je ne reproche pas à Régis Debray de faire le jeu de ses adversaires - en l'occurrence la gauche conservatrice - mais de viser parfois une mauvaise cible.

AVERTISSEMENT

Peut-être faut-il voir dans cette rupture, l'effet d'une personnalisation excessive de la passion politique, qui n'est pas le moindre paradoxe du jacobinisme. Mais foin de polémiques. Je comprends la lassitude de Régis Debray face aux pesanteurs du pouvoir, et nous avons dit ici, comme lui, notre indignation de voir la nation oubliée au profit de l'Europe de marchands et des financiers, notre colère

devant la reddition d'une grande partie de la gauche au prétendu libéralisme économique, notre écoeurlement devant la faillite intellectuelle et morale d'un parti socialiste qui est, chaque jour un peu moins, digne de son nom. Simplement, nous n'avons pas éprouvé une déception aussi violente que celle de Régis Debray parce que ce parti n'est pas le nôtre, parce que la gauche n'est pas notre tradition.

Mais nous ne saurions nous en désintéresser puisque cette famille politique est légitimement partie prenante dans la définition et l'accomplissement du projet de la France. C'est pourquoi je prie les gestionnaires de l'hôtel Matignon et les socialistes d'appareil de considérer le livre de Régis Debray comme un ultime avertissement. D'abord parce que toute critique, même dure, même injuste, est bonne à méditer quand elle vient d'un militant déçu. Ensuite parce que cet intellectuel de gauche n'est pas seul à penser ainsi, même si beaucoup gardent le silence ou adoptent des attitudes différentes. Cela fait des années que les intellectuels et les chercheurs sont ignorés, parfois ouvertement méprisés, voire humiliés par les technocrates et les apparatchikis. Nous voyons les résultats : des analyses déficientes, un débat civique d'une nullité à pleurer, des répliques d'une faiblesse consternante face à la montée de l'extrémisme, une propagande stupide (par exemple la campagne du P.S. contre le racisme) sous les couleurs chatoyantes de la « communication ».

Alors de deux choses l'une : ou bien il y aura, dans les mois qui viennent, un redressement intellectuel et politique qui s'effectuera avec ceux qui réfléchissent sur notre société, ou bien nombre de chercheurs, d'intellectuels, de militants et d'électeurs iront tracer leur propre chemin, loin des pouvoirs sclérosés. Les hommes installés choisiront peut-être de s'accommoder de cette dissidence, comme de tant d'autres choses. Qu'ils se souviennent cependant : en France, il n'est jamais bon d'ignorer les idées.

Bertrand RENOUVIN

(1) *A demain de Gaulle*. Gallimard-Le Débat, 1990, prix : 82 F.

(2) cf. l'éditorial de « Royaliste » n°507